

INCITATION / DESINCITATION

Définitions

Du point de vue économique, l'**incitation** correspond à *ce qui pousse un individu à agir à partir d'un calcul rationnel coût / avantage pour préserver ou améliorer sa situation* (le plus souvent financière).

Remarque

A l'inverse, la **désincitation** correspond à un *comportement économique qui consiste à ne pas s'engager dans une action dont le coût est estimé par l'agent comme trop important* (prix d'un bien ou d'un service, coût fiscal, d'une taxe – ou contribution - en cas de non respect d'une réglementation).

Explications

Dans le **domaine économique**, la question de l'incitation est déterminante. Ainsi, on peut penser que des salaires élevés incitent à l'activité (et pour l'entreprise, à la productivité), car les fruits de l'activité économique rémunérée sont plus intéressants financièrement... que leur inexistence en situation d'inactivité.

L'**analyse sociologique** insiste, de son côté, sur le fait que ce n'est pas seulement l'**intérêt personnel** qui pousse les individus à agir ou à penser, mais aussi les traditions, l'attachement à des valeurs spécifiques. Par exemple, une des raisons qui peuvent inciter les ouvriers d'une industrie particulière à participer à des actions collectives (grève, manifestation...) est la solidarité du groupe lui-même, qui s'impose aux individus et les pousse à agir pour défendre un **intérêt collectif**.

Indicateurs

Pas d'indicateurs mais des enquêtes (et/ou des études statistiques) sur les comportements des individus.

Tendances

Les changements sociaux à long terme peuvent avoir des effets sur le rôle des *incitations* dans les comportements des individus. Certains sociologues peuvent penser que, dans des sociétés qui se transforment et qui deviennent de plus en plus individualistes, l'autonomie des individus est plus grande : la décision d'agir ou non repose peut-être plus qu'autrefois sur un calcul lié à l'intérêt personnel.

Cependant, pour d'autres sociologues, les sociétés développées seraient de plus en plus le théâtre d'actions visant à satisfaire des besoins immatériels et surtout non personnels : le coût de l'action serait plus que compensé par les *valeurs* que l'on défend. Les incitations à agir n'auraient plus, ou moins, comme base l'intérêt matériel personnel.

Enfin, pour certains économistes, la tendance séculaire à l'augmentation des *prélèvements obligatoires* pesant sur les individus pourrait avoir pour conséquence une désincitation à l'effort productif.

Enjeux

Comment expliquer les comportements des individus ? Par exemple, agissent-ils par calcul économique ou pour d'autres motifs ?

Par exemple, on peut légitimement se demander si les aides sociales sont justifiées socialement lorsqu'elles " désincitent " à travailler. Mais si le *travail* est valorisé pour lui-même, et non pour les revenus qu'il procure, parce qu'il permet d'acquérir un statut social ou parce qu'il permet aux individus de se sentir utiles socialement, l'existence ou l'importance des aides sociales ne sera pas source d'effets pervers (il n'y aura pas de désincitation au travail).

La question des incitations met donc en discussion l'intervention de l'État : les impôts sur le *revenu* ne sont-ils pas défavorables à l'activité productive ? Mais les impôts ne financent-ils pas des actions jugées nécessaires par les individus : la protection contre l'insécurité par exemple, y compris l'insécurité économique et sociale ? Se protégeraient-ils suffisamment si l'État n'obligeait pas à cotiser ou à payer des impôts ?

Erreurs Fréquentes

- Penser que les formes d'*incitations* ne sont que matérielles : elles peuvent être aussi immatérielles et symboliques (prestige par exemple).
- Penser que les effets désincitatifs de l'action de l'État, dès qu'ils existent, condamnent a priori toute intervention.

Source : <http://ses.webclass.fr/>
(+ modifications et mises à jour personnelles)